

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n°de dépôt : **A2007/001863**
n°de gestion : **2004B00726**
n°SIREN : **453 278 046 RCS Grenoble**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Grenoble certifie avoir procédé le 14/02/2007 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

A.B.T.M. société à responsabilité limitée

za Est Les Iles Cordees 38113 Veurey Voroize -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 12/01/2007 (2 exemplaires)

statuts mis à jour (2 exemplaires)

procès-verbal d'assemblée générale ordinaire du 15/12/2006 (2 exemplaires)

Concernant les évènements RCS suivants :

décision sur la modification du capital social du 12/01/2007

modification des commissaires aux comptes du 12/01/2007

Fait à Grenoble, le 14/03/2007

TRIBUNAL de COMMERCE
Déposé au GREFFE le

"A.B.T.M."

14 FEV. 2007

Société A Responsabilité Limitée
au capital de 45 000 euros

Sous le N° 1863 Siège Social : ZA Est - "Les Iles Cordées"
VEUREY-VOROIZE (Isère)

R.C.S. GRENOBLE B 453 278 046

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 12 JANVIER 2007

L'an deux mil sept,

Le 12 janvier, à onze heures,

Au siège social, à VEUREY-VOROIZE (Isère) ZA Est - "Les Iles Cordées",

Les associés de la Société "A.B.T.M.", Société A Responsabilité Limitée au capital de 45 000 €, divisé en 4 500 parts sociales de 10 € chacune, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

SONT PRESENTS :

- Monsieur AULAGNON Jean-Philippe, propriétaire de 2 700 parts, ci	2 700
- Monsieur BENISTRAND Christophe, propriétaire de 1 125 parts, ci.....	1 125
- Monsieur TEISSIER François, représentant la Société "HOLTEIS", propriétaire de 675 parts, ci	675
TOTAL des parts présentes	4 500

Tous les associés étant présents ou représentés, l'assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur LESAQUE Jean-Philippe, Commissaire aux Comptes régulièrement convoqué, n'assiste pas à la réunion.

CB
FT
ASP

Monsieur AULAGNON Jean-Philippe préside la réunion en sa qualité de gérant.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation du capital social d'un montant de 105 000 € par voie de capitalisation de réserves.
- Modification corrélative des statuts.
- Pouvoirs en vue des formalités.

Il dépose devant l'assemblée et met à la disposition de ses membres :

- Une copie de la lettre de convocation des associés et du Commissaire aux Comptes.
- Le rapport de la gérance.
- Le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du décret du 23 mars 1967, et qu'il énumère, ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

L'assemblée, sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation. Lecture est ensuite donnée du rapport de la gérance.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées et, personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social -lequel s'élève à la somme de 45 000 €, divisé en 4 500 parts de 10 € chacune, entièrement libérées- d'une somme de 105 000 €, pour le porter à 150 000 € par voie d'incorporation au capital de pareille somme prélevée sur le compte "Autres réserves" qui s'élève à 122 144.74 €.

Cette opération est réalisée :

D'une part, par voie de création et de libération de 500 parts nouvelles de 10 € chacune portant les numéros 4501 à 5000, attribuées gratuitement aux associés à raison de une part nouvelle pour neuf parts anciennes.

Les parts nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes, à compter de ce jour, et seront attribuées et réparties ainsi qu'il suit :

- à Monsieur AULAGNON Jean-Philippe
à concurrence de trois cent parts sociales
portant les numéros 4501 à 4800, ci 300 parts
- à Monsieur BENISTRAND Christophe
à concurrence de cent vingt cinq parts sociales
portant les numéros 4801 à 4925, ci 125 parts

FC CB
ASP

- à la Société "HOLTEIS"	
à concurrence de soixante quinze parts sociales	
portant les numéros 4926 à 5000, ci	75 parts
Total égal au nombre de parts nouvelles ci-dessus créées	500 parts

La collectivité des associés reconnaît expressément que ces 500 parts nouvelles ont été réparties entre les associés dans les proportions sus-indiquées et qu'elles sont intégralement libérées.

Et d'autre part, au moyen de l'élévation du montant nominal de chacune des 5 000 parts composant le capital social, lequel est ainsi porté de 10 € à 30 €.

VOTES POUR : 4 500 voix

VOTES CONTRE : néant

ABSTENTIONS : néant

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, constatant la réalisation définitive de l'augmentation de capital dont s'agit, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui seront désormais libellés ainsi qu'il suit :

"ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté la somme de 15 000 euros, en numéraire.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 23 décembre 2005, le capital social a été augmenté d'une somme de 30 000 euros, libérée par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, pour être porté à 45 000 euros.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 janvier 2007, le capital social a été augmenté d'une somme de 105 000 euros, par voie de capitalisation de réserves, pour être porté à 150 000 euros."

"ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent cinquante mille (150 000) euros, divisé en cinq mille (5 000) parts de trente (30) euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 5000 et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

- à Monsieur AULAGNON Jean-Philippe	
à concurrence de trois mille parts sociales	
portant les numéros 1 à 900, 1501 à 3300 et 4501 à 4800, ci	3 000 parts
 - à Monsieur BENISTRAND Christophe	
à concurrence de mille deux cent cinquante parts sociales	
portant les numéros 901 à 1275, 3301 à 4050 et 4801 à 4925, ci	1 250 parts

FT CB
ASP

- à la Société "HOLTEIS"	
à concurrence de sept cent cinquante parts sociales	
portant les numéros 1276 à 1500, 4051 à 4500 et 4926 à 5000, ci	750 parts
Total égal au nombre de parts composant	
le capital social	5 000 parts"

VOTES POUR : 4 500 voix
VOTES CONTRE : néant
ABSTENTIONS : néant

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

VOTES POUR : 4 500 voix
VOTES CONTRE : néant
ABSTENTIONS : néant

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par le gérant et visé par les associés présents à l'assemblée.



Enregistré à : SIE DE GRENOBLE-CHARTREUSE
Le 05/02/2007 Bordereau n°2007/257 Case n°24
Enregistrement : 375 € Pénalités :
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
L'Agent

Ext 1307

DUPLICATE

TRIBUNAL DE COMMERCE
LEFÈVRE au GREFFE le :

14 FEV. 2007

Sous le N°1867.....

"A.B.T.M."

*Société A Responsabilité Limitée
au capital de 150 000 euros*

Siège social : ZA EST - "Les Iles Cordées"
38113 VEUREY-VOROIZE

R.C.S. GRENOBLE B 453 278 046

STATUTS

(23 articles - 11 pages)

modifiés selon décisions
de l'assemblée générale extraordinaire du 12 janvier 2007



"A.B.T.M."

*Société A Responsabilité Limitée
au capital de 150 000 euros*

Siège social : ZA EST, "Les Iles Cordées".
VEUREY-VOROIZE (Isère)

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur AULAGNON Jean-Philippe,
né le 21 octobre 1969 à GRENOBLE (Isère),
demeurant à VINAY (Isère) 21, lotissement "La Plaine",
de nationalité française,
célibataire,
- Monsieur BENISTRAND Christophe,
né le 19 janvier 1970 à GRENOBLE (Isère),
demeurant à VINAY (Isère) lieu-dit "La Blache",
de nationalité française,
célibataire,
- La Société "HOLTEIS", Société par Actions Simplifiée au capital de 1 526 500 €,
dont le siège social est à POISY (Haute-Savoie) 76, chemin des Poses,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANNECY sous le numéro B 443 399 092
représentée par son Président, Monsieur TEISSIER François,

Ont établi ainsi qu'il suit, les statuts de la Société A Responsabilité Limitée qu'ils sont convenus d'instituer.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - DUREE - EXERCICE SOCIAL - SIEGE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une Société à Responsabilité Limitée.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- le montage et l'usinage en mécanique ;
- la fabrication et la maintenance de machines spéciales ;

- la représentation, l'achat, la vente directe ou à la commission de tous produits de consommation, produits manufacturés ou non, services de toute nature ;
- toutes prestations de services relatives aux activités ci-dessus ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises artisanales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

"A.B.T.M."

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

1. La durée de la Société est fixée à cinquante années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2. L'année sociale commence le 1er juillet et finit le 30 juin.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 juin 2005. En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à VEUREY-VOROIZE (Isère) ZA EST, "Les Iles Cordées".

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté la somme de 15 000 euros, en numéraire.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 23 décembre 2005, le capital social a été augmenté d'une somme de 30 000 euros, libérée par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, pour être porté à 45 000 euros.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 janvier 2007, le capital social a été augmenté d'une somme de 105 000 euros, par voie de capitalisation de réserves, pour être porté à 150 000 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à cent cinquante mille (150 000) euros, divisé en cinq mille (5 000) parts de trente (30) euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 5000 et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

- à Monsieur AULAGNON Jean-Philippe à concurrence de trois mille parts sociales portant les numéros 1 à 900, 1501 à 3300 et 4501 à 4800, ci	3 000 parts
- à Monsieur BENISTRAND Christophe à concurrence de mille deux cent cinquante parts sociales portant les numéros 901 à 1275, 3301 à 4050 et 4801 à 4925, ci	1 250 parts
- à la Société "HOLTEIS" à concurrence de sept cent cinquante parts sociales portant les numéros 1276 à 1500, 4051 à 4500 et 4926 à 5000, ci	750 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social	5 000 parts"

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues à cet effet par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Toutefois, aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

1. La propriété des parts résulte simplement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.
La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

3. La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I. Transmission entre vifs

1. La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

2. Lorsque la Société comporte plus d'un associé, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la Gérance doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la Gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du Gérant, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

La Société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut dans ce cas, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la Gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la Société, centraliser les demandes d'achat émanant des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la Gérance ou le représentant de la Société spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession.

A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées.

L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er, du Code civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la Société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la Société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

La collectivité des associés doit être consultée par la Gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la Société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délais et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

3. En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises. Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur doit être agréé personnellement par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Lors de la délibération sur cet agrément, le conjoint associé ne prend pas part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

En cas de refus d'agrément, notifié au conjoint dans les trois mois de sa demande, seul le conjoint souscripteur ou acquéreur demeure ou devient associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

L'absence de notification dans le délai de trois mois emporte agrément du conjoint.

En vue de lui permettre d'exercer ses droits, le conjoint doit être averti du projet de souscription ou d'acquisition un mois au moins à l'avance par acte extrajudiciaire.

Toutes notifications émanant du conjoint ou de la Société dans le cadre de la procédure prévue au présent article doivent généralement être effectuées par acte extrajudiciaire.

II. Transmission par décès

1. Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession au profit de toute personne ayant déjà la qualité d'associé.

Tous autres héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants.

2. Dans le délai de huit jours à compter de la demande d'agrément présentée par les héritiers ou ayants droit et accompagnée de toutes justifications nécessaires concernant leurs qualités, la Gérance doit inviter la collectivité des associés à se prononcer sur cet agrément, soit en Assemblée, soit par une consultation écrite.

La Gérance notifie dans les plus brefs délais le résultat de la décision des associés aux héritiers par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si l'agrément intervient avant le partage, il s'applique à tous les indivisaires soumis à agrément. Si l'agrément est donné après le partage, il vaut pour l'héritier attributaire des parts.

L'agrément pourra résulter du consentement unanime donné par les associés dans l'acte notarié de partage successoral ; l'agrément sera donné à l'associé attributaire des parts sociales, dépendant de la succession de l'associé décédé.

Si cet agrément est refusé, le demandeur pourra exiger soit le rachat de ses parts dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe I 2. ci-dessus en cas de projet de cession de parts à des tiers, soit encore accepter une proposition de rachat par la Société identique à celle prévue sous le même paragraphe.

Si, au bout de trois mois à compter de la demande d'agrément, aucune de ces deux solutions n'est intervenue, la mutation des parts du défunt pourra s'opérer librement au profit du demandeur.

3. Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément.

III. Liquidation d'une communauté de biens entre époux

1. En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, aucun agrément n'est exigé des héritiers et du conjoint survivant ayant déjà la qualité d'associé. Tout attributaire n'ayant pas cette qualité doit être agréé conformément aux conditions prévues au paragraphe II en matière de transmission par décès.

2. La liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales que si ce conjoint est déjà associé ou est agréé à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. La procédure d'agrément est alors soumise aux conditions prévues au paragraphe I en matière de transmission entre vifs, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

ARTICLE 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de Gérant.

TITRE III

ADMINISTRATION - CONTROLE

ARTICLE 12 - GERANCE

1. La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

Chacun des Gérants engage la Société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément -sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue- pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

2. Chaque Gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective ordinaire des associés.

3. Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les Gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les Gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs Gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

4. Tout Gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues par la Loi.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

1. La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2. Ces décisions sont prises, au choix de la Gérance, soit en Assemblée Générale, soit par consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice.

3. Les Assemblées Générales sont convoquées par la Gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

4. En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5. Lorsque les décisions résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, celui-ci doit comporter les noms de tous les associés et la signature de chacun d'eux. Cet acte est établi sur le registre des procès-verbaux.

6. Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la Société ne comprend que les deux époux. Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

TITRE V

AFFECTATIONS DES RESULTATS - REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 15 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la Gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la Société, et des comptes annuels conformément aux dispositions des articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

La Gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la Loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle sont annexés à la suite du bilan.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

ARTICLE 16 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts.

Ainsi, il est prélevé 5% pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des présents statuts, les associés peuvent, sur proposition de la Gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

TITRE VI

PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 17 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 18 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la Gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 19 - TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en une Société d'une autre forme par décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple ou en Commandite par actions, en Société par actions simplifiée ou en Société Civile exige l'unanimité des associés.

La transformation en Société Anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la Loi.

La décision de transformation en Société Anonyme ou en Société par actions simplifiée est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la Loi. Le Commissaire à la transformation est désigné par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de commerce statuant sur requête ou par décision unanime des associés.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 20 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme -sauf prorogation-, par la perte totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés. En cas de dissolution, la Société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. La liquidation est effectuée conformément à la Loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé et que celui-ci est une personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 21 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE VII

PERSONNALITE MORALE - FORMALITES CONSTITUTIVES

ARTICLE 22 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

1. La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2. Toutefois, les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour, pour le compte de la Société en formation, par Monsieur AULAGNON Jean-Philippe, tels que ces actes sont relatés dans l'état ci-annexé, avec précision des engagements qui en sont la conséquence.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

3. La Gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la Société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 12 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société après vérification par l'Assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 23 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur AULAGNON Jean-Philippe, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la Loi, et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à VINAY (Isère),
le 26 avril 2004

En quatre originaux
dont un pour être déposé au siège social
et les autres pour l'exécution des formalités.

Monsieur AULAGNON Jean-Philippe,
associé

Monsieur BENISTRAND Christophe,
associé

Pour la Société "HOLTEIS",
associée,
son Président

"A.B.T.M."

Société A Responsabilité Limitée
au capital de 45 000 euros

TRIBUNAL de COMMERCE

Déposé au GREFFE le : Siège Social : ZA Est - "Les Iles Cordées"
VEUREY-VOROIZE (Isère)

14 FEV. 2007

R.C.S. GRENOBLE B 453 278 046

Sous le N° 1863

PROCÈS-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 15 DECEMBRE 2006

L'an deux mil six,

Le 15 décembre, à onze heures,

Au siège social, à VEUREY-VOROIZE (Isère) ZA Est - "Les Iles Cordées",

Les associés de la Société "A.B.T.M.", Société A Responsabilité Limitée au capital de 45 000 €, divisé en 4 500 parts sociales de 10 € chacune, se sont réunis en assemblée générale ordinaire sur convocation de la gérance.

SONT PRESENTS :

- Monsieur AULAGNON Jean-Philippe, propriétaire de 2 700 parts, ci	2 700
- Monsieur BENISTRAND Christophe, propriétaire de 1 125 parts, ci	1 125
- Monsieur TEISSIER François, représentant la Société "HOLTEIS", propriétaire de 675 parts, ci	675
TOTAL des parts présentes	4 500

Tous les associés étant présents ou représentés, l'assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur AULAGNON Jean-Philippe préside la réunion en sa qualité de gérant.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion de la Gérance sur l'activité de la Société et sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2006.

FT CB AFSH

- Rapport de la Gérance sur les conventions visées à l'article L.223-19 du Code de commerce.
- Approbation desdits comptes et conventions ; quitus à la Gérance.
- Affectation des résultats.
- Nomination de Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant.
- Questions diverses.

Il dépose devant l'assemblée et met à la disposition de ses membres :

- Une copie de la lettre de convocation des associés.
- L'inventaire et les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) arrêtés au 30 juin 2006.
- Le rapport de gestion et le rapport spécial de la Gérance.
- Le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 36 du décret du 23 mars 1967 ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

L'assemblée, sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation. Lecture est ensuite donnée du rapport de gestion et du rapport spécial de la Gérance.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées et, personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de la Gérance relatif à l'exercice clos le 30 juin 2006, approuve les comptes de cet exercice, tels qu'ils ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un *bénéfice de 860 567.06 €*.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ce rapport.

En conséquence, elle donne à la Gérance quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

VOTES POUR : 4 500 voix

VOTES CONTRE : néant

ABSTENTIONS : néant

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés décide d'affecter comme suit le résultat de l'exercice, savoir un *bénéfice de 860 567.06 €* :

- | | |
|---|--------------|
| - 5 % au poste "Réserve légale" (limitée à) | 3 000.00 € |
| - A titre de dividendes aux associés | 765 000.00 € |
| soit 170 euros pour chacune des 4 500 parts composant le capital social | |
| - Le solde au poste "Autres réserves", soit | 92 567.06 € |

Le dividende -éligible en totalité à l'abattement prévu par l'article 158-3 du Code général des impôts- sera mis en paiement dès ce jour.

FT CB 2
ATP

certif. conforme
 6

Elle reconnaît en outre que depuis la création de la Société, il a été distribué les dividendes suivants :

exercices	dividendes	dividendes éligibles à l'abattement	dividendes non éligibles à l'abattement
2004/2005	40 €	40 €	0 €

VOTES POUR : 4 500 voix
VOTES CONTRE : néant
ABSTENTIONS : néant

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L.223-19 du Code de commerce et constaté que le quorum nécessaire pour statuer sur l'unique convention mentionnée dans ce rapport est atteint, déclare approuver cette convention.

Chacune desdites conventions, soumise à un vote distinct auquel n'a pas pris part l'associé intéressé, conformément à la loi, a été approuvée ainsi :

Souscription d'un contrat collectif supplémentaire de retraite par capitalisation dénommé "Mondiale Perspectives Entreprise" auprès de

LA MONDIALE
Société d'Assurance sur la vie et de Capitalisation
32, avenue Emile Zola
MONS EN BAROEUL (Nord)

Et ce, à effet du 1^{er} octobre 2005.

Monsieur Christophe BENISTRAND, associé, est membre du collège des cadres article 4 et 4bis.

VOTES POUR : 3 375 voix
VOTES CONTRE : néant
ABSTENTIONS : néant

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir constaté que deux -savoir, total du bilan et montant hors taxes du chiffre d'affaires- des trois seuils visés aux articles 12 et 43 du Décret du 23 mars 1967 ayant été franchis au cours de l'exercice 2005/2006, décide, en application de l'article L.223-35 alinéa 2 du Code de commerce, de procéder à la nomination de Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant.

Elle désigne

- comme Commissaire aux Comptes titulaire, Monsieur LESAQUE Jean-Philippe,
- comme Commissaire aux Comptes suppléant, Monsieur VIEUX-MELCHIOR Eric,

FT C Ø 3 AIP

Et ce, pour une durée de six exercices venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012.

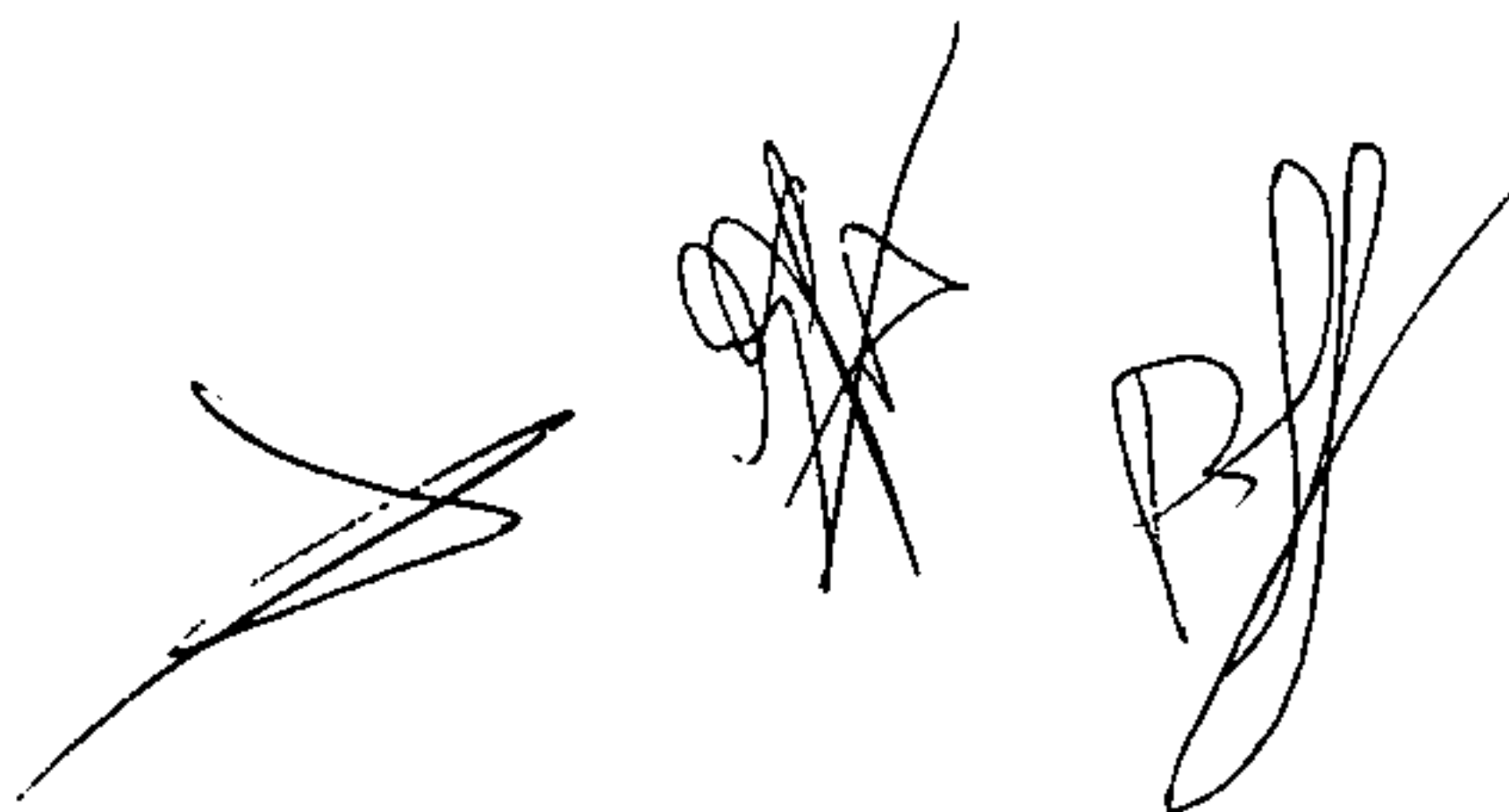
VOTES POUR : 4 500 voix

VOTES CONTRE : néant

ABSTENTIONS : néant

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par le gérant ainsi que par tous les associés présents, après lecture.

Three handwritten signatures in black ink, arranged horizontally. The first signature on the left is a simple, stylized 'Z' shape. The middle signature is more complex, with multiple loops and a long horizontal stroke. The signature on the right is also complex, featuring a large loop and a long horizontal stroke.

Certifié conforme
